

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE-MER  
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

**Les finances  
des communes  
de plus de  
10 000 habitants  
en 2006**

**Direction générale des collectivités locales**

## Avertissement

Cette publication des « Finances des communes de plus de 10 000 habitants en 2006 » poursuit les changements amorcés dans la publication sur les finances des communes en 2005.

Les recensements complémentaires au recensement général de la population de 1999 sont pris en compte pour déterminer les communes dont la population totale atteint ou dépasse 10 000 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2006. Ainsi 9 communes (dont 8 en France métropolitaine) se sont ajoutées aux 932 communes de plus de 10 000 habitants (hors Paris) sur lesquelles portaient la brochure précédente.

En règle générale, les évolutions par rapport à 2005 sont présentées en euros courants. Des calculs à champ constant (c'est-à-dire sur les 885 communes présentes en 2005 et 2006) neutralisent la modification de périmètre. Pour établir l'évolution en euros constants, les montants 2006 sont déflatés par l'indice de prix du PIB tel qu'il est connu en mai 2008.

Pour l'analyse de l'influence de l'intercommunalité, les évolutions ont été calculées sur les communes métropolitaines de plus de 10 000 habitants présentes en 2005 et 2006 dans la composition communale des groupements au 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Comme par le passé, l'analyse traite séparément les communes métropolitaines (hors Paris) de plus de 10 000 habitants et les communes des quatre départements d'outre-mer en raison de leurs spécificités.

**Les finances des communes de plus de 10 000 habitants en 2006**  
a été élaboré au Département des études et des statistiques locales  
de la Direction générale des collectivités locales  
par Christine Séverac-Bastide.

Juillet 2008

Directeur de la publication : **Edward Jossa**

# Les finances des communes de plus de 10 000 habitants en 2006

## Sommaire

<b>Avant-propos</b>	<b>3</b>
<b>Evolution globale en France métropolitaine</b>	<b>4</b>
<b>Evolution des budgets des communes</b>	<b>5</b>
<b>Analyse d'ensemble des communes métropolitaines (hors Paris)</b>	<b>6</b>
Poursuite de la progression des dépenses de fonctionnement	7
Progression plus marquée des recettes de fonctionnement	9
Augmentation du niveau de l'épargne	13
Progression soutenue de l'investissement direct	14
Moindre progression du recours à l'emprunt	15
Stabilité de l'endettement des communes	15
Le fonds de roulement : 20 jours de dépenses réelles au 31 décembre 2006	16
<b>Données financières par strate des communes métropolitaines (hors Paris)</b>	<b>17</b>
<b>Evolution des données budgétaires 2005-2006 par strate de population</b>	<b>19</b>
<b>Analyse d'ensemble des communes d'outre-mer</b>	<b>20</b>
<b>Influence de l'intercommunalité</b>	<b>21</b>
<b>Dispersion par rapport à la moyenne pour les communes de métropole</b>	<b>26</b>
<b>Représentations régionales</b>	<b>26</b>
<b>Répartition par fonction des dépenses des communes métropolitaines</b>	<b>28</b>
<b>Annexes</b>	
1. Définitions et mode de calcul des concepts utilisés	29
2. Répartition des communes selon la taille ou la région	30
3. Les groupements de communes	32

## Avant-propos

Cet ouvrage présente une synthèse de l'analyse des comptes administratifs 2006 des communes de 10 000 habitants et plus. Il se veut un outil de travail à destination de toute personne s'intéressant à la situation financière d'une ou plusieurs communes. En regroupant de nombreuses données synthétiques, il doit faciliter la comparaison d'une ou plusieurs situations communales à une situation de référence judicieusement choisie.

La mise à disposition d'un grand nombre de ratios (dépenses par habitant, poids de l'annuité de la dette...) a vocation à rendre cette matière a priori complexe des finances communales plus intelligible et abordable par le plus grand nombre. En effet ces ratios sont calculés pour de nombreux groupes de référence auxquels peuvent s'identifier les communes. La comparaison est d'autant plus riche d'enseignements qu'elle prend en compte les multiples facettes de l'équilibre financier d'une commune. Parmi les grands axes de lecture, on pourra ainsi distinguer :

- le **service rendu** par les communes mesuré par les niveaux et structures des dépenses réelles de fonctionnement,
- **l'effort d'équipement et son financement** mesuré par le niveau des dépenses d'investissement, d'équipement et la structure du financement,
- ou encore **la charge de la dette et la marge de manœuvre** appréhendée par le niveau de la dette, le poids de l'annuité de la dette sur le fonctionnement et le taux d'autonomie financière.

Ces dimensions sont bien sûr interdépendantes et peuvent être complétées par l'étude d'autres points comme les dépenses par fonction et par des statistiques concernant des éléments non financiers de la commune.

Les données mobilisées pour l'élaboration de cet ouvrage sont issues du recensement général de la population en 1999 et des recensements complémentaires le cas échéant (population totale au 01/01/2006), des comptes administratifs 2006 des communes, des fiches individuelles établies pour chaque commune et réunissant un ensemble de renseignements tant financiers (par exemple, état de la dette) que statistiques (effectifs, indices), et enfin des données fiscales de la Direction générale des finances publiques (DGFIP).